



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/415
7 septembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 70 de l'ordre du jour provisoire*

DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET

Lettre datée du 7 septembre 1995, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Australie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration ci-jointe que le Premier Ministre de l'Australie, M. P. J. Keating, a publiée le 6 septembre 1995 au sujet de la reprise des essais nucléaires français (voir annexe I).

Vous trouverez également ci-joint une déclaration que le Premier Ministre a faite le 7 septembre, en sa qualité de Président du Forum du Pacifique Sud, sur l'essai d'une arme nucléaire par la France (voir annexe II), ainsi qu'une déclaration sur le même sujet du Secrétaire général du secrétariat du Forum, M. Ieremia Tabai, en date du 6 septembre (voir annexe III).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses trois annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 70 de l'ordre du jour provisoire.

(Signé) Richard BUTLER

* A/50/150.

ANNEXE I

Déclaration publiée le 6 septembre 1995 par le Premier
Ministre de l'Australie, M. P. J. Keating

REPRISE DES ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS

Le Gouvernement australien condamne totalement l'explosion effectuée par la France à Mururoa.

Les actions du Gouvernement français traduisent son mépris à l'égard des pays et des peuples de la région, ainsi qu'à l'égard de tous ceux qui espèrent en un monde dénucléarisé et se consacrent à cette cause.

Quelle qu'ait été son intention en effectuant ce nouvel essai, le Gouvernement français n'a rien fait qui puisse renforcer l'honneur de la France et a porté gravement préjudice à sa réputation internationale.

L'Australie protestera dans les termes les plus vifs auprès de la France et poursuivra résolument son action générale visant à convaincre le Gouvernement français de s'abstenir d'effectuer d'autres essais.

J'ai demandé au Ministre des affaires insulaires du Pacifique, M. Bilney, de transmettre nos protestations directement au Gouvernement français lorsqu'il se rendra à Paris, dans le courant de cette semaine, en sa qualité de chef de la délégation parlementaire australienne sur les essais nucléaires.

Comme je l'ai dit, nos protestations ne s'arrêteront pas avec la première explosion. Nous continuerons, jusqu'à la fin de la série, de rappeler au Gouvernement français que chaque essai effectué entamera la réputation de la France dans cette partie du monde.

Je prends note des informations selon lesquelles le Président Chirac a donné à entendre que les essais à Mururoa pourraient être moins nombreux que prévu au départ. Cette apparente réponse aux protestations internationales ne fléchira pas notre opposition à tout essai nucléaire dans le Pacifique. Nous ne voulons pas moins d'essais : nous n'en voulons aucun.

ANNEXE II

Déclaration faite le 7 septembre 1995, par le Président
du Forum du Pacifique Sud, M. P. J. Keating, Premier
Ministre de l'Australie

ESSAI D'UNE ARME NUCLÉAIRE PAR LA FRANCE

En ma qualité de président en exercice du Forum du Pacifique Sud, je condamne, au nom de mes collègues du Forum, l'essai d'une arme nucléaire effectué par la France dans le Pacifique Sud.

La France est allée contre le voeu des peuples du Pacifique Sud, contre l'appel lancé par les pays d'Asie dans la récente déclaration du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) qui ont demandé aux États dotés d'armes nucléaires de mettre immédiatement fin aux essais, et contre l'opinion exprimée par un nombre croissant de membres de la communauté européenne et internationale. La majorité des Français s'oppose également au programme d'essais de la France dans le Pacifique Sud.

Les pays du Pacifique Sud sont particulièrement préoccupés par le fait que le Gouvernement français se montre peu disposé à prendre pleinement en considération les risques que présentent les essais pour l'environnement et la santé.

Les dirigeants du Forum réitèrent l'appel que les ministres de l'environnement du Pacifique Sud ont lancé à Brisbane, le 17 août 1995, en demandant :

- a) Qu'il soit mis immédiatement fin aux essais d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud et que soient fermées les installations connexes, à l'exception de celles qui sont nécessaires pour la surveillance continue de l'environnement;
- b) Que la France accepte la responsabilité entière et exclusive de tous les effets nocifs des essais français sur l'environnement et la population du Pacifique Sud;
- c) Que la France permette à la communauté internationale d'accéder à toutes les données scientifiques françaises et aux sites mêmes des essais afin qu'une évaluation indépendante et complète des effets des essais puisse être réalisée.

Les pays du Forum demandent au Gouvernement français de tenir compte du poids de l'opinion qui dénonce les essais nucléaires et d'abandonner immédiatement son programme d'essais dans le Pacifique Sud.

Les dirigeants du Forum examineront les questions relatives aux essais nucléaires dans le cadre de la réunion du Forum du Pacifique Sud qui se tiendra à Madang (Papouasie-Nouvelle-Guinée) du 13 au 15 septembre 1995.

ANNEXE III

Déclaration du Secrétaire général du secrétariat
du Forum du Pacifique Sud, M. Ieremia Tabai, en
date du 6 septembre 1995

Le Secrétaire général du secrétariat du Forum du Pacifique Sud, M. Ieremia Tabai, a vivement condamné la reprise des essais nucléaires français sur l'atoll de Mururoa dans le Pacifique Sud.

Cette prise de position a fait suite à la nouvelle que la France avait effectué, le 6 septembre, le premier d'une série d'essais nucléaires annoncée en juin dernier par le Président Chirac.

Dans une déclaration faite aujourd'hui, M. Tabai a noté que l'opposition véhémement de la région et du monde aux essais français avait été exprimée à plusieurs reprises et très clairement, dans les termes les plus vifs, depuis l'annonce du Président Chirac.

Le Secrétaire général a souligné ce qui suit : "Tout en n'étant pas surpris par le fait que la France continue à manifester ouvertement son mépris de l'opinion internationale, nous n'en demeurons pas moins profondément déçus par cette attitude."

Il a déclaré ensuite : "Les dirigeants de la région examineront bien entendu ces nouveaux développements au vingt-sixième Forum du Pacifique Sud qui se réunira à Madang du 13 au 15 septembre, et je suis sûr qu'ils étudieront de près d'autres mesures à prendre face à l'action inexcusable et provocatrice de la France."

Le Secrétaire général a noté qu'il convenait de rappeler à la France que le commencement de ses essais ne signifiait pas la fin des efforts du Forum visant à les empêcher.

Il a poursuivi dans ces termes : "Nous continuerons de mettre à profit toutes les instances possibles – y compris le dialogue qui se déroulera à l'issue du Forum à Port Moresby, les 17 et 18 septembre, et l'Assemblée générale des Nations Unies – pour exercer des pressions sur la France et sur la Chine, qui sont les seuls pays à effectuer actuellement des essais d'armes nucléaires, pour qu'elles s'abstiennent de poursuivre ces essais."

Le Forum ne laissera pas sans réagir la France et la Chine faire fi de l'opinion mondiale, se soustraire aux engagements qu'elles ont pris à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et compromettre la négociation d'un traité d'interdiction véritablement complète des essais. Nous continuerons à déplorer tout particulièrement la manière dont les Français utilisent notre région pour effectuer des essais d'armes nucléaires, mettant ainsi en danger l'environnement et la santé des peuples du Pacifique et épargnant les leurs."
